



D4-00173
507085
Eco So His

Code épreuve : 270

Nombre de pages : 10

Session : 2026

Épreuve de : Économie, sociologie et histoire

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Y A-T-IL UNE LIMITE A L'ENDETTEMENT PUBLIC ?

En 2023, le Sri Lanka fut donc l'obligation de céder 40% de son port d'Hambantota à la Chine en échange d'un reéchelonnement de sa dette publique. En effet, le Sri Lanka s'est retrouvé dans l'incapacité de faire face au remboursement de sa dette ce qui démontre qu'il existe des limites à l'endettement public. Mais d'un autre côté, aujourd'hui des pays comme le Japon ont des dettes publiques s'élevant à plus de 200% de leur PIB et parviennent à faire face à leurs échéances. Ainsi y a-t-il une limite à l'endettement public ?

Tout d'abord, l'endettement public correspond à l'ensemble des dettes contractées par les administrations publiques qui se sont engagées à rembourser une somme empruntée à un agent économique, à un pays ou à une institution financière ou monétaire à une certaine date et souvent en échange de service d'intérêt. Au sein de l'Union européenne, l'endettement public est défini selon les critères de Maastricht, il s'agit d'une dette consolidée c'est-à-dire ne prenant pas en compte les dettes entre les APU ni leurs engagements futurs. Ainsi se demander s'il existe une limite à l'endettement public c'est se questionner sur la possible existence d'un niveau d'endettement public qui rendrait la dette insoutenable, mais aussi sur les conséquences négatives d'un endettement public trop élevé sur la croissance, la stabilité financière ou encore l'investissement. Aujourd'hui les niveaux d'endettements publics diffèrent dans le monde, en France elle s'élève à 116% du PIB à la fin de 2025 par exemple. D'un point

de vue historique, les Etats se sont toujours endettés notamment pendant l'Antiquité où les gouverneurs athéniens empruntaient de l'argent aux plus riches. Mais c'est au XX^e siècle avec les guerres mondiales que l'endettement public a connu un véritable tournant dans un contexte d'économie de guerre qui selon l'écrit de la régulation avec AGLIETTA & BOYER s'est mis au service de l'effort de guerre avant de devenir un moteur de croissance pendant les 30 Glorieuses puis un amortisseur dès les chocs pétroliers. Aujourd'hui les pays n'ont ni le même rapport avec l'endettement public, l'Allemagne avec son *Schuldenbremse* reste attentive au creusement de sa dette contrairement à la France qui est plus laxiste. Ces divergences soulignent ainsi la possible existence d'une limite à l'endettement public.

Ainsi existe-t-il une limite à l'endettement public ?

Tout d'abord, il existe non pas une mais des limites à l'endettement public qui se matérialisent dans le cadre de règles pour parer le laxisme budgétaire et les effets négatifs d'un endettement public négligé sur les composantes de la croissance mais aussi dans le cadre d'une finance globalisée. (I). Cependant l'Etat étant un être éternel, le roulement de la dette, la dominance fiscale, les caractéristiques de la dette... remettent en question ces limites (II). Face aux enjeux environnementaux et de résilience, l'endettement public reste un levier d'action des Etats où ces limites malgré leur existence sont ignorées face à l'urgence (III).

*

*

*

Tout d'abord, l'endettement public fait face à des limites car pour parer le laxisme budgétaire, l'UE a mis en place des limites à l'endettement public (A) et dans un contexte de finance globalisée le risque de *sudden stop* et de crises financières constituent une limite à l'endettement public (B).

Premièrement, le risque d'insoutenabilité de la dette, de laxisme budgétaire et les conséquences d'une dette publique excessive a contraint l'UE de mettre en place des limites. En effet une des premières limites à l'endettement public est le risque d'insoutenabilité à travers l'effet bouc de rige. Effectivement, selon BLANCHARD (2019), lorsque le taux de croissance g est inférieur à r , le taux d'intérêt alors la dette public devient insoutenable c'est-à-dire que l'état doit opérer des ajustements économiquement et politiquement insoutenables pour faire face à ses échéances. Plus précisément, lorsque g diminue, les recettes fiscales diminuent ce qui augmente l'endettement public et cause le déficit d'autant plus que r est élevé, ainsi il formalise l'équation suivante $\Delta dt = (r - g) \times dt - sp$ avec sp solde primaire et dt la dette à l'instant t , lorsque $r > g$ la dette augmente si $sp = 0$. Cependant au sein d'une zone monétaire l'état peut ^{publique} être tenté de mener une politique budgétaire non financée ce qui a des conséquences négatives sur les autres pays. Ainsi l'UE dès 1997 avec le pacte de stabilité et de croissance a mis en place des limites à l'endettement public : les états de la zone euro ne doivent pas avoir une dette supérieure à 60% du PIB et le déficit structurel ne doit pas dépasser 0,5% du PIB. Ces limites ont été à travers le sixième pacte 2011 qui rajoute des sanctions en cas de déficit aggravé, le septième pacte en 2013, le traité de stabilité et de coordination et la gouvernance en 2012 qui obligent les états à mener leur plan de finance. Ainsi par exemple ROGOFF & REINHART, dans un article de (2010) qui a été cependant très critiqué estimaient qu'une dette publique dépassant 90% du PIB avait des effets négatifs sur la croissance du pays.

De même les conséquences négatives sur les composantes de la croissance de l'endettement public justifient des limites à ce dernier. En effet selon la thèse de l'austérité budgétaire d'ALFINA & PEROTTI (1976) toute diminution de l'endettement public s'est traduite par une hausse de la croissance économique car elle limite l'équivalence ricardienne de BAREO (1974) en réduisant la consommation car l'endettement public est vu par les agents économiques comme un impôt futur. De plus une baisse de l'endettement public favorise les investissements en rétablissant la confiance sur les marchés financiers et empêche aussi un effet d'euphorie qui viendrait limiter l'investissement pure des ménages car l'endettement public enrichit l'offre de fonds prêtés et augmente les taux d'intérêts. Ainsi pour GORDON (2012) l'endettement public est un des vents

contraire aujourd'hui aux US qui pourraient diminuer la croissance économique de 0,5 à 1,5 points de pourcentage.

De surcroît ces règles budgétaires limitant l'endettement public sont justifiées car les États doivent se lier les mains. En effet selon KYDLAND & PRESCOTT (1977) les décisions des États font parfois preuve d'incertitude temporelle, ce qui constitue une limite à l'endettement public. En effet la relation entre l'État et les agents économiques est un jeu asymétrique dans lequel l'État est obligé de tromper les agents pour mener ses politiques car leurs anticipations adaptées rendent inefficaces leurs politiques. Ainsi pour éviter cette situation les États doivent se lier les mains et renoncer aux politiques discrétionnaires et favoriser des règles budgétaires pour maximiser l'efficacité de leur politique.

De plus aujourd'hui dans un contexte de finance globalisée les mouvements de capitaux et le risque de crises financières limitent l'endettement public. Premièrement le risque des crises de dettes souveraines et de change à la suite des *sudden stops* sont une limite à l'endettement public. Selon la typologie des crises de REINHART & ROGOFF (2008) une crise des dettes souveraines est une crise dans laquelle l'État ne peut plus faire face au remboursement de sa dette tandis qu'une crise de change est une brusque variation du taux de change suivie d'une baisse des réserves de change ce qui se traduit par une forte dépréciation ou une dévaluation voire par le changement de système de change. Selon KRUGMAN (1979), une crise de change de première génération est liée aux doutes des investisseurs sur la solidité des fondements macro-économiques dont la dette qui craignant une dévaluation ou une dépréciation retirent leurs capitaux ce qui diminue le taux de change et peut générer une crise de change comme en 1957 lors de la crise anglaise. Les *sudden stops* sont donc un mouvement brutal de rapatriement des capitaux qui vient de l'instabilité financière et peuvent aboutir aussi à une crise des dettes souveraines. Par exemple à la suite du choc de Volcker en 1979 et de l'augmentation des taux d'intérêts par la FED, la charge de la dette des pays en développement s'est avérée insoutenable car elle était libellée en dollars et accordée grâce aux petrodollars détenus dans les banques européennes pour financer leur développement ce qui a abouti à une crise des dettes souveraines.

Copie anonyme - n°anonymat : 507085

Emplacement
QR Code

Code épreuve : 270

Nombre de pages : 10

Session : 2026

Épreuve de : Economie, sociologie et histoire

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

En 1982, le Mexique a fait défaut. Le remboursement de la dette s'est fait par des plans d'ajustements structurels, par le FMI décrits dans le consensus de Washington de WILLIAMSON (1990) qui visait à libéraliser leurs économies et surtout à limiter l'endettement public.

Le plus les mouvements des capitaux contraignent aujourd'hui l'endettement public. En effet selon REY (2015) nous se sommes plus dans un dilemme entre change fixe, liberté des capitaux et autonomie de la politique monétaire mais bien dans un dilemme face à la globalisation financière.

*

Ainsi il y a bien des limites à l'endettement public de l'aide financières et structurelles car trop de dette tue la dette. Peut-être comment expliquer qu'aujourd'hui des pays développés comme les USA aient un endettement public élevé et une croissance dynamique. Ces cas révèlent que les limites à l'endettement public peuvent être dépassées et que finalement dire qu'il y a une limite à la dette publique c'est en réalité donner un prétexte à des problèmes structurels plus profonds.

*

D'autre part le remboursement de la dette, la politique monétaire et une dette détenue par les résidents assurent sa soutenabilité et dépasse la limite à l'endettement si elle existe réellement (A). Dans le cadre des pays en développement, il n'existe pas de limite à l'endettement public car celui-ci est la condition de leur développement et sera remboursé

dans des phases ultérieures. Si dans les pays développés qui utilisent ce procédé (3)

Premièrement l'Etat étant un agent éternel contrairement à l'endettement privé, l'endettement public ne fait pas réellement face à des limites. Tout d'abord le roulement de la dette assure un endettement public illimité. En effet l'Etat est un agent éternel c'est-à-dire qu'il n'a pas une date fixe à laquelle il doit rembourser sa dette car le roulement de sa dette consiste pour l'Etat à rembourser ses échéances en se réendettant. Ainsi selon la théorie monétaire moderne qui émerge au début des années 2010 aux US la monnaie en prenant les termes de LERNER est une créature de l'Etat qui doit être mise au service de la dette publique car l'Etat en créant sa propre monnaie assure une dette illimitée. La seule monnaie selon cette théorie reste l'inflation mais qui reste une monnaie "fantôme" tant que les facteurs de production ne sont pas pleinement employés. Cette théorie sera cependant très critiquée notamment par GORDON qui la qualifie de théorie "vaudeu".

De plus dans un contexte de dominance fiscale, la politique monétaire étant au service de la politique budgétaire assure un endettement public illimité. SERGENT & WALLACE (1981) parlait "authématique monétaire dépressante" pour caractériser la situation dans laquelle la politique monétaire vise une stabilité des prix et une politique budgétaire qui est non financée. Face à cette situation, l'Etat a saisi la possibilité d'opérer une baisse des dépenses publiques ou soit la politique monétaire crée et finance la dette par une monétisation cependant qui est inflationniste et qui est vue comme une taxe implicite pour les agents détenteurs de la monnaie. Or depuis 2008 nous sommes dans une situation de dominance fiscale dans laquelle l'endettement public est financé par la politique monétaire.

De même lorsque la dette publique est détenue par les agents nationaux en majorité, il n'y a plus de limites à l'endettement.

En effet au Japon, malgré une dette excédant les 200%.

du PIB elle reste soutenable car elle est détenue à plus de 80% par des agents nationaux ce qui permet au gouvernement de contrôler les mouvements de capitaux, et de limiter les sudden stops. Le plus, le Japon met en place des incitations pour favoriser une dette détenue en majorité par ses résidents. Au contraire en France plus de 52% de sa dette est détenue par étrangers.

D'autre part, il n'y a pas de limite à l'endettement ^{public des} pays en développement car elle est nécessaire au développement et sera remboursée dans les phases ultérieures tout comme... des pays développés qui aujourd'hui utilisent le prétexte de limites à l'endettement public pour masquer des déséquilibres plus profonds. En effet pour NURSE (1953) les pays en développement font face à un manque d'épargne qui les plonge dans "une trappe à ^(PED) la pauvreté" qu'il est possible de dépasser par un appel de capitaux extérieurs. En effet selon CAIRNES (1974) il existe différents stades de la balance des paiements, un premier où elle est déficitaire car le PED fait un appel de capitaux pour financer leur développement puis dans une deuxième phase, il rembourse leur dette public pour enfin dans une troisième mener des capitaux à l'autour. Ainsi il n'y a pas de véritables limites à l'endettement public des pays qui connaissent une croissance soutenue. Par exemple, le développement au Japon a suivi ce schéma.

De plus les pays développés utilisent le prétexte de limite à l'endettement public pour masquer en réalité des problèmes plus structurels. FITOUSSI (2013) dénonce avec sathirisme au lampadaire les règles budgétaires de l'UE qui font de la dette non plus un moyen mais une fin et qui fait de l'ombre sur des enjeux bien plus importants tel que l'investissement en R&D, la croissance... Par plus en 2020, le PSC a été suspendu ce qui démontre que ces limites à l'endettement public ne sont pas vraiment



Ainsi il est nécessaire de dépasser cette vision des limites à l'endettement public d'autant plus à l'ère où les investissements publics sont plus que nécessaire pour faire face à la transition énergétique et à la sécurité nationale.



Finalement face aux enjeux environnementaux et au financement de la transition écologique on ne peut plus mettre des limites à l'endettement public (A) ni dans un contexte de sécurisation des chaînes d'approvisionnement (C).

Premièrement l'urgence climatique souligne la nécessité de mettre fin aux limites à l'endettement public. En effet selon le rapport PISANI FERRY MAHFOUZ (2023) 6 milliards d'euros par an sont nécessaires en France pour conduire la transition écologique. A l'échelle mondiale selon la commission seule la transition écologique (2023) 3% du PIB mondial sont nécessaires. Selon PISANI FERRY MAHFOUZ cette transition écologique s'appuie sur la sécurité, la substitution des capitaux fossiles et des investissements en technologie verte pour tendre vers le low tech de BILHEUX 2014.

De plus face à la conjoncture économique actuelle l'endettement public pour financer la transition écologique est plus que justifié. En effet selon BLANCHARD (2019), dans une situation de r négatif, l'endettement public n'atteint pas le ratio dette / PIB s'ils augmentent en même temps. De même COUPPEY SOWBEYRAN dans le pouvoir de la monnaie (2021) soulignent une option vertueuse de laquelle les banques participent au financement public de la transition. Pour les banques centrales il s'agit d'élargir la gamme des collatéraux et les conditions de des titres verts, maintenir un taux de refinancement adéquat selon le bilan carbone des banques et la présence d'actifs propres des banques. Mais surtout il faut rétablir le lien direct de crédit monétaire non en achetant des obligations mais en finançant directement le Trésor. De plus aujourd'hui l'endettement public prend des nouvelles formes avec le plan EU Next Generation qui s'élève à 750 md € et qui est le premier endettement commun en les membres de l'UE faisant de lui un eurobond ce qui permet de repousser la limite à l'endettement public en le mutualisant.

De même, la sécurité nationale justifie de mettre fin à ces limites à l'endettement public. Aujourd'hui face au retour des équilibres sacrés, l'interdépendance entre les états fragilise de plus en plus leur sécurité nationale. Face à l'arsenalisation des politiques commerciales et industrielles de WERTMAN (2019) il est nécessaire de conduire des grands plans d'investissement. Par exemple le plan France stratégie de 54 milliards d'euros

Copie anonyme - n°anonymat : 507085

Code épreuve : 270

Nombre de pages : 10

Session : 2026

Emplacement
QR Code

Épreuve de : Économie, sociologie et histoire

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

visée à redonner à la France une souveraineté économique. On observe cette tendance dans les autres pays avec l'inflation reduction Act (IRA) en 2022 aux US par BIDEN mais aussi ^{avec} le plan Made in China 2025 de 2015.

*

*

*

et titre de conclusion, finalement oui il existe des limites à l'endettement public qui se matérialisent à travers les règles budgétaires au sein de l'UE, les conséquences négatives d'un endettement public insoutenable mais aussi par la pression qu'exerce la globalisation financière sur la dette à travers les mouvements de capitaux. Or donc l'absolu l'état en tant qu'acteur éternel ne fait face à aucune limite à l'endettement car le roulement de la dette et la marchandisation de la dette la rend soutenable. De même pour les pays en développement on ne peut mettre des limites sur l'endettement public car il est la condition de son développement et sera remboursé dans les phases suivantes. De plus dans les pays développés cette obsession pour la dette masque en réalité des problèmes plus profonds tels que le vieillissement de la population, la baisse des gains de productivité. Finalement il est nécessaire de les dépasser face à l'urgence climatique qui nécessite un endettement public massif et à la réactivation des chaînes d'approvisionnement.

On pourrait aussi s'intéresser à la dette sociale aujourd'hui

qui s'élève à 30% du PIB français et qui ne cesse d'augmenter face au vieillissement démographique. En France en 2025 c'est la première fois depuis 1945 qu'il y a eu plus de décès que de naissances ce qui explique aujourd'hui une pression sur le système social français fondé sur la générosité intergénérationnelle.

FIN

